

ORGANISATION MONDIALE

WT/MIN(01)/13

9 novembre 2001

DU COMMERCE

(01-5548)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Original: anglais

Quatrième session

Doha, 9 - 13 novembre 2001

NATIONS UNIES

Message du Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan,
prononcé en son nom par M. Rubens Ricupero,
Secrétaire général de la CNUCED

L'issue de cette conférence peut être décisive pour l'avenir du système commercial multilatéral, pour l'économie mondiale dans son ensemble, et, par conséquent, pour les attentes de millions d'êtres humains.

L'économie mondiale croît aujourd'hui à un rythme qui n'a jamais été aussi lent depuis une décennie, et le risque de récession globale augmente. Les effets sur les nations pauvres du monde seront dévastateurs. Déjà, les efforts qu'ils déploient pour lutter contre la pauvreté sont entravés par la baisse des prix des produits de base, l'affaiblissement des exportations, la diminution de l'investissement étranger, et, dans bien des cas, de violents conflits. La Banque mondiale estime que, en raison de ce ralentissement, pas moins de 15 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté en 2002. Cinq millions d'entre elles seront vraisemblablement en Afrique.

Afin de stopper et d'inverser cette tendance, nous devons rétablir la confiance des marchés, créer de nouvelles possibilités d'exportation et relancer la croissance. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons nous garder de céder à la tentation du protectionnisme et élaborer des solutions multilatérales à nos problèmes.

Le commerce peut être un moteur essentiel de la croissance. L'engagement de continuer à ouvrir les marchés est donc encore plus important pour les pays en développement et les économies en transition que pour le reste du monde. C'est pourquoi, au cours de la décennie écoulée, un grand nombre d'entre eux ont libéralisé d'une manière unilatérale leurs politiques commerciales, sans attendre de réciprocité. Pourtant, l'ouverture complète des marchés demeure un objectif lointain. Le commerce des produits agricoles, notamment, est faussé par les subventions, auxquelles les pays de l'OCDE consacrent plus de 300 milliards de dollars EU par an, soit une somme approximativement égale au produit intérieur brut total de l'Afrique subsaharienne.

Le nouveau cycle de négociations que vous vous apprêtez à lancer doit être un "cycle du développement", et ce pas seulement sur le papier. Il doit répondre aux préoccupations fondamentales des pays en développement et renforcer leur position concurrentielle. J'encouragerai vivement les négociateurs à se poser, à chaque étape du processus, la question suivante: "Comment pouvons-nous résoudre ce problème d'une manière qui permettra aux pays de se développer et aux peuples d'échapper à la pauvreté?"

Pour que cela se produise, il faut impérativement éliminer les obstacles au commerce, mais cela ne suffit pas. Il est tout aussi important que les pays en développement acquièrent la capacité technologique, sociale et économique de tirer parti des possibilités qu'offrent les marchés. Ils ont

besoin d'investir dans l'éducation, les infrastructures et les institutions. La communauté internationale peut, et doit, les aider à le faire.

À un titre au moins, le moment choisi pour cette conférence est hautement favorable: elle coïncide avec l'aboutissement des négociations sur l'accèsion de la Chine, un évènement d'envergure historique pour le système commercial mondial. Par ailleurs, une trentaine de pays en développement et d'économies en transition souhaitent vivement accéder à cette organisation. J'espère qu'ils seront bientôt en mesure de le faire et que les décisions relatives à leurs demandes seront prises dans le cadre d'un processus transparent auquel tous les Membres pourront participer.

J'accueille aussi avec satisfaction le renforcement de la coopération entre l'OMC et les Nations Unies. Cette coopération s'est notamment matérialisée dans la préparation de la Conférence internationale sur le financement du développement qui doit se tenir à Monterrey, au Mexique, en mars prochain. Ces préparatifs ont donné lieu à une coopération plus étroite que jamais entre les États Membres, le système de l'ONU, les Institutions de Bretton Woods et l'OMC. Je vous encourage à garder cet esprit de partenariat créatif, en particulier dans les efforts que vous déployez pour faire en sorte que les pays en développement reçoivent l'assistance technique dont ils ont besoin dans le cadre du processus de négociation. En ce qui concerne les Nations Unies, nous sommes déterminés à continuer d'accorder une telle assistance par l'intermédiaire de la CNUCED et de nos Commissions régionales, avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement.

Après les événements tragiques du 11 septembre, le monde peut évoluer de deux manières différentes: l'affrontement mutuellement destructeur de deux soi-disant "civilisations" qui se replient sur elles-mêmes, ou bien une économie mondiale enracinée dans des valeurs universelles. C'est pour cette dernière que nous devons opter, mais cela ne sera possible que si le marché mondial est véritablement ouvert à tous et offre de réels espoirs à ceux qui sont actuellement prisonniers de la pauvreté.

Aujourd'hui, plus que jamais, un large accord entre les nations, riches et pauvres, sur les règles du système commercial international est une nécessité vitale.
